

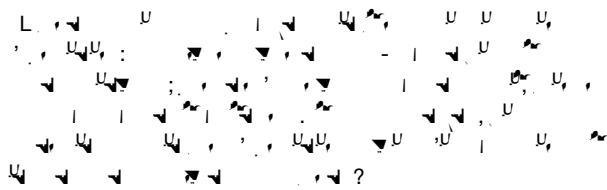


**A 37**

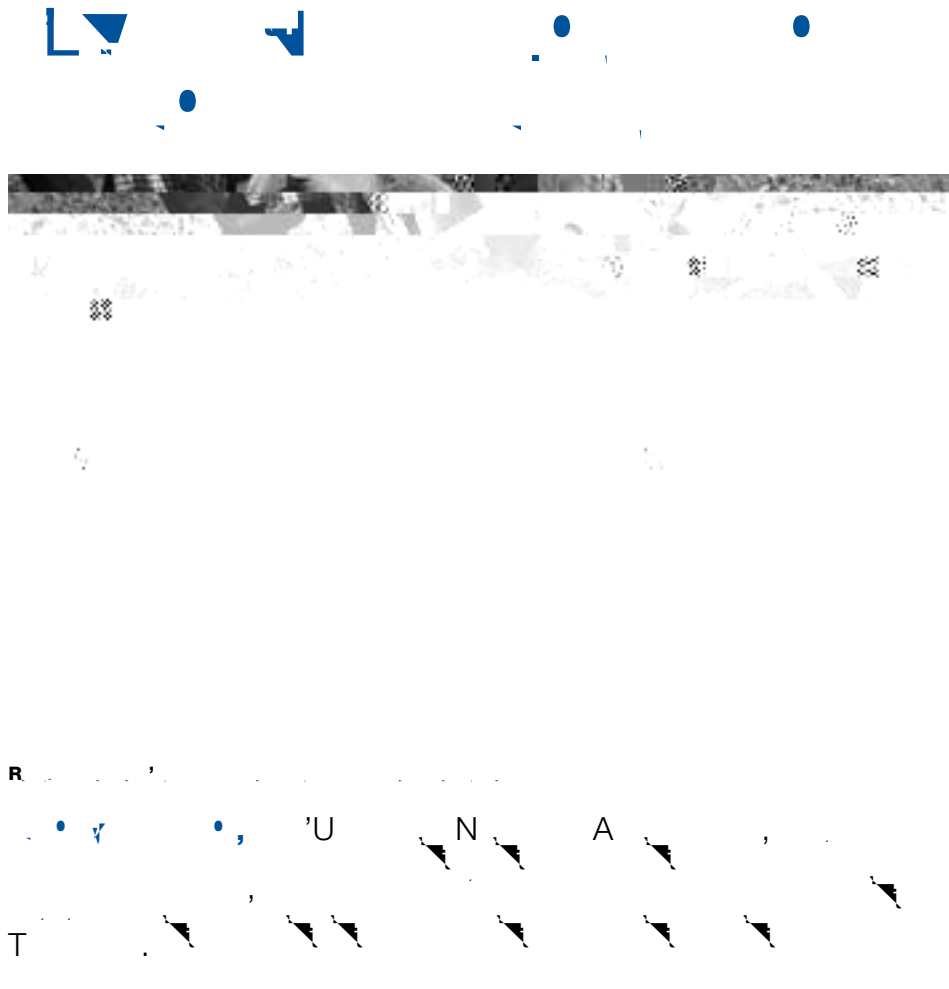








De bonnes pratiques agricoles peuvent contribuer, directement ou indirectement, à la santé et conservation des forêts, en permettant de produire, par exemple, plus d'aliments en utilisant moins de terres; ainsi, elles allègent la pression en vue de la



La plupart des gens qui vivent au sein, ou à proximité, des forêts thaïlandaises sont des agriculteurs qui cultivent le riz pour leur consommation domestique et dépendent d'une variété de cultures de rente et du travail non agricole pour faire face à la consommation des ménages.

Pourtant des millions de ces agriculteurs n'ont pas de titres de propriété sûrs, parce qu'ils pratiquent l'agriculture au sein de réserves forestières, de parcs nationaux, de zones de conservation de la faune ou de bassins versants protégés. Le déficit de titres de propriété formels se traduit souvent par des restrictions réglementaires et un accès difficile ou coûteux au crédit.

Les ONG et les académiques militants, convaincus que les hommes et les forêts peuvent coexister, ont mené une campagne en faveur d'une législation forestière communautaire reconnaissant les droits fonciers locaux. Un certain succès a été atteint quand, en 2007, le gouvernement thaïlandais a adopté la Loi sur la Foresterie Communautaire. Toutefois, la section 37 de la Loi stipule que : « vivre ou pratiquer l'agriculture dans les zones de foresterie communautaire est absolument interdit ».

Ainsi cela a tout simplement contribué à renforcer la démarcation entre conservation forestière et activité humaine, et a fait peu pour les agriculteurs au sein des réserves forestières. Les militants ont réagi avec colère et consternation et la Loi doit maintenant relever le défi au sein de la Cour Constitutionnelle. Mais l'origine de ces dispositions restrictives ne se trouverait-elle pas dans la campagne elle-même?

Cette campagne a été caractérisée par ce que j'appelle "l'arboréalisation". Il s'agit du processus par lequel des modes de subsistance agricoles sont dépeints comme des modes de subsistance forestiers et les agriculteurs comme des habitants de la forêt, et, en dernier lieu, par lequel les droits de gestion de la forêt prennent le dessus sur les droits d'accès à la terre agricole. Autrement dit, l'arboréalisation rend visible les arbres au détriment des agriculteurs.

Je suggère deux raisons principales pour expliquer l'adoption, par les militants, de l'approche de l'arboréalisation. Premièrement, ils voulaient répondre aux allégations courantes des agences gouvernementales, selon lesquelles la pratique de l'agriculture dans les zones forestières thaïlandaises est destructive. Plutôt que de contester la légitimité

scientifique de ces revendications souvent exagérées, les activistes ont répondu en mettant l'accent, de façon sélective, sur le fait qu'il s'agissait là d'une production agricole à faible impact, respectueuse des forêts, et destinée à la consommation domestique – tout particulièrement dans le cas de l'agriculture itinérante avec longue jachère. L'intensification agricole et la commercialisation ont été largement ignorées.

La seconde raison était que de nombreux militants en faveur de la foresterie communautaire possèdent souvent des opinions anti-commerciales très marquées et estiment que l'individualisme du marché sape les formes communautaires de gestion des ressources qu'ils défendent. Inévitablement, ils ont privilégié les aspects de la gestion locale des ressources qui mettent en avant les arrangements communautaires au détriment des arrangements commerciaux, tels que la gestion des « forêts sacrées » ou la régulation des jachères. Ils étaient beaucoup moins intéressés par la masse du secteur agricole au sein de laquelle prédominent la propriété et la gestion par les ménages individuels.

En dépit du cri de ralliement selon lequel les hommes et les forêts peuvent coexister, la campagne a mis l'accent sur la gestion communautaire de la forêt, plutôt que sur les droits des agriculteurs aux terres agricoles. La réalité complexe des systèmes agricoles contemporains ne cadrerait tout simplement pas avec l'image arboréalisée des modes de subsistance ruraux véhiculée par la campagne.

Une réforme bien intentionnée du secteur forestier a de grandes chances d'être peu durable si elle n'est pas basée sur une compréhension réaliste de la façon dont les gens utilisent la terre, l'eau et les ressources forestières. La campagne thaïlandaise en faveur de la foresterie communautaire a défendu les droits des individus en se basant sur une image sélective de leur mode de subsistance. Cela a débouché sur une camisole de force réglementaire. Quand un texte de loi, élaboré pour renforcer les droits d'accès et d'utilisation des ressources des agriculteurs habitants les forêts, rend l'agriculture illégale au sein de ces mêmes forêts, quelque chose a vraiment mal tourné.

A W ( T F )  
Gardiens de la Forêt, Destructeurs de Forêt: Les  
Politiques du Savoir Environnemental dans le Nord de  
la Thaïlande (U W P , 2008). L  
2004, V  
N  
, Asia-Pacific Viewpoint, 45: 311-324.

C : A W @





plus faibles, une utilisation moins intensive d'intrants, et des systèmes de collection établis. Bien que les coûts d'immobilisation du capital continuent d'être plus élevés pour transformer le bois, les coûts variables pourraient être plus bas, faisant du bois une matière première compétitive.





Photo: B. F. L.

Les liens entre les forêts et l'accès des ménages aux denrées alimentaires sont nombreux et incluent les impacts environnementaux indirects des forêts sur la capacité de la terre à produire des aliments. De manière plus directe, les forêts et les arbres forestiers sont sources d'une variété d'aliments qui s'additionnent et complètent ceux issus de l'agriculture, ainsi que d'une gamme importante de médicaments et d'autres produits qui contribuent à la santé et à l'hygiène. Les produits forestiers comblent non seulement les vides saisonniers et cycliques de disponibilité des aliments, mais ils font aussi office de filet de sécurité pendant les époques de carence provoquées par la sécheresse, les inondations, les maladies et d'autres situations d'urgence. L'accès au bois de feu favorise la disponibilité d'aliments cuits. La vente de produits forestiers et d'autres produits peut améliorer les revenus des ménages qui présentent des carences nutritionnelles, en augmentant leur capacité d'achat d'aliment et d'intrants agricoles pour leurs systèmes de production alimentaire.

Au fur et à mesure de l'augmentation de la population et de l'agriculture dans les aires forestières, les aliments issus des forêts et d'autres produits forestiers proviennent de plus en plus des arbres et d'habitats dominés par les arbres coexistant avec l'agriculture, et des forêts denses. Les forêts en jachère, les buissons aux abords des fermes, les arbres que les paysans entretiennent ou plantent sur leurs terres, et les ressources des arbres sur d'autres terres sont devenus d'importantes sources d'aliments forestiers, de combustibles et de revenus.

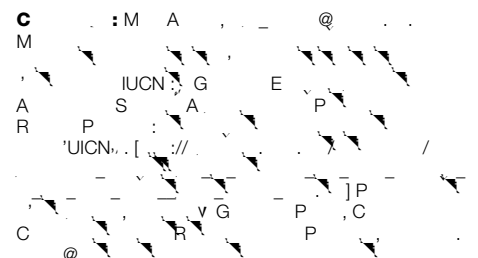
Bien que la recherche sur les écosystèmes et la sécurité alimentaire pour les populations rurales soit limitée, une opportunité importante semble exister pour que les organisations de conservation travaillent sur ces liens. Mais ces derniers peuvent être complexes. Si l'importance des aliments et des revenus provenant de la forêt est amplement reconnue comme aidant les pauvres à « faire face » à la pauvreté (Kumar et al., 2004), ils sont sans doute moins capables de leur permettre de sortir de la pauvreté et des pénuries d'aliments chroniques à

long terme (Kumar et al., 2004). Nous devons donc être vigilants par rapport à la promotion de la dépendance sur des sources d'alimentation et de revenus de si faible valeur là où ils peuvent devenir des obstacles pour les populations concernées. Les interventions doivent être conçues pour compléter et non pour miner la capacité des ménages à remplir certains de leurs besoins à travers leur propre production et revenu.

La compréhension du contexte local est critique. Les initiatives pour augmenter la productivité et l'utilité des ressources alimentaires sauvages doivent être surveillées de très près afin de remplir les besoins nutritionnels et de santé actuels des populations utilisatrices, et leur changement par rapport à ces besoins. Dans de nombreuses situations, l'utilisation d'aliments provenant des forêts continue à être importante et en augmentation dans certains cas. Là où l'utilisation d'aliments provenant des forêts diminue, cela pourrait refléter la possibilité de meilleures alternatives, de changements culturels, l'épuisement des ressources, l'érosion des connaissances traditionnelles, ou bien la réduction de la disponibilité de main d'œuvre et d'autres droits d'utilisation de ces ressources.

L'accès est aussi important que la disponibilité, et l'accès des pauvres à des ressources qui peuvent fournir des aliments et des revenus forestiers est toujours de façon générale soumis à des arrangements politiques et institutionnels qui appuient le contrôle local rendant la gestion des forêts inefficace et leur disponibilité faible. De ce fait, un engagement total envers cette problématique requerrait de prendre en compte ces contraintes.

Il existe de nombreuses possibilités et des besoins urgents pour davantage de travaux de recherche sur les liens entre écosystèmes et sécurité alimentaire afin d'influencer des politiques et des pratiques plus durables. Cette recherche pourrait être plus efficace si elle s'inscrivait au sein d'une stratégie générale de modes de vie pour améliorer le bien-être des ménages ruraux en situation de pauvreté.





Dans presque toutes les discussions sur la biodiversité et l'importance de la conserver comme un thème d'intérêt personnel éclairé, une chose manque : l'agriculture. En effet, l'agriculture est trop souvent vue comme

Les terres arides couvrent 40 pour cent de la surface de la Terre et jouent un rôle critique dans la conservation de la biodiversité et pour l'alimentation dans le monde. Beaucoup de parcs nationaux du monde se trouvent en terres arides ; au Kenya 70% des parcs du pays sont dans des terres arides. Et, tandis que les terres arides sont souvent vues comme des « terres à l'abandon », elles représentent en réalité 43 pour cent des aires cultivées du monde – y compris les techniques de cultures inappropriées qui dégradent le sol et, dans le cas de l'irrigation, épuise la nappe phréatique et la rend salée. Parallèlement, un pourcentage important et disproportionné des 2 milliards de personnes qui vivent dans les terres arides font face à une insécurité alimentaire – et ceci pourrait empirer avec le changement climatique.

Cependant, les gouvernements et la communauté internationale n'ont que très peu prêté attention aux terres arides. L'assistance externe a tendance à être limitée à l'aide humanitaire à court terme pendant les périodes de famine, ou des solutions de développement simplistes qui ignorent les dures réalités des environnements des terres arides. Il semblerait que nous n'ayons pas retiré les leçons du dernier demi-siècle d'efforts défectueux pour amener une

« révolution verte » dans les terres arides. Le fait est que la production de cultures demeurera toujours une opportunité limitée pour ces aires, étant donné que les précipitations sont basses, imprévisibles et erratiques et la surface ou la nappe phréatique est inadéquate pour l'irrigation. Les Turkana, groupe pastoral du Kenya le savent très bien – ils possèdent l'une des variétés de sorgho qui pousse le plus vite au monde, et même pour eux, sa culture est une grande opportunité; le bétail est leur pilier. De même, les efforts pour installer les populations des terres arides, pour simplifier la remise et l'appui de service, a été très décevante, et a contribué à davantage de dégradation environnementale étant donné que les populations sont concentrées dans des aires relativement petites, bien au dessus de la capacité de charge (pour le pétrole, fourrage, etc) des terres avoisinantes.

Alors, quels sont les ingrédients pour réussir à développer ces régions du monde ?

Premièrement, nous devons respecter et miser sur les connaissances énormes des populations locales de la gestion des terres arides.

Comprendre pourquoi elles ont des systèmes de propriété commune complexes de la gestion de la terre et des ressources (eau, arbres, pâturage, sel) qui peuvent couvrir d'immenses territoires. Comprendre pourquoi

ils donnent une plus grande importance au bétail qu'aux cultures. Comprendre comment ils gèrent les époques de sécheresse. Miser sur ces systèmes et les soutenir à travers des « connaissances modernes et scientifiques » afin d'améliorer leur productivité et créer des opportunités de marché.

Les opportunités de développement durable dans les aires arides existent :

**Beaucoup de produits de valeur**  
beaucoup d'entre proviennent des arbres. Ils comprennent de la gomme et des résines, des huiles végétales, teintures et plusieurs plantes médicinales. Par exemple, le Soudan est le plus grand producteur de gomme arabe, et les terres arides de la corne de l'Afrique produisent l'encens et la myrrhe de plus grande qualité au monde. Le développement de ce type de produit va

L'éventualité d'un conflit entre la conservation forestière et la productivité agricole peut être influencée grandement par de nouvelles politiques européennes, telles que des réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) ou l'introduction de nouveaux objectifs pour l'énergie renouvelable. Toutefois, les preuves dont disposent les décideurs politiques sur les possibles répercussions de telles politiques sont loin d'être complètes. Pour adresser ce problème, l'Union Européenne a consacré, au cours des cinq dernières années, un financement substantiel pour le développement d'une suite de modèles



*vitae*

Le prochain numéro de *vitae* sera publié en Décembre 2008 (date limite pour la copie, début novembre) et abordera le thème de conservation forestière en situations de conflits. Si vous avez des documents à envoyer ou à commenter, veuillez contacter : Jennifer Rietbergen-McCracken 85 chemin de la ferme du château 74520 Vulbens France jennifer.rietbergen@wanadoo.fr

Les correspondances en relation à la liste de distribution d' *vitae* (demandes de souscription, changement d'adresses, etc.) doivent être envoyées à Sizakele Noko, sizakele.noko@iucn.org

*vitae*

Buitenlandse Zaken  
**Ontwikkelings  
samenwerking**

**Mixed Sources**  
Product group from well-managed forests and other controlled sources  
www.fsc.org Cert no. SA-COC-1512  
© 1996 Forest Stewardship Council

Remerciements



*vitae*

L'année dernière, la Banque Mondiale a proposé la création d'un Partenariat Global sur les Forêts qui lieraient les processus globaux et locaux et qui reflèterait les besoins et les points de vue des parties prenantes locales dans les espaces internationaux de décideurs. Rompant avec sa pratique traditionnelle, la Banque Mondiale a demandé à l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED pour les sigles en anglais) de conduire une évaluation indépendante de la nouvelle idée de partenariat.

En juillet, l'IIED a publié le résultat de cette évaluation – qui réunit les points de vue de plus de 600 experts forestiers qui ont répondu au questionnaire de l'IIED ou bien participé aux groupes de travail au Brésil, en Chine, au Ghana, en Guyane, en Inde, en Russie et au Mozambique ou durant des réunions internationales. À travers cette évaluation, l'IIED a aussi revu plus de 50 initiatives existantes afin d'identifier les partenaires potentiels et les lacunes qu'ils pouvaient remplir.

La vision générale émergente est qu'un tel partenariat serait bien venu mais que la Banque Mondiale devrait s'effacer dans le développement du partenariat,

comme un des facilitateurs plutôt que comme un des « directeurs » centraux. Les recommandations clés suggérées par ceux qui ont été consultés comprennent :

- Rendre autonomes les « parties prenantes » primaires comme les habitants de la forêt afin qu'ils mettent au centre leurs droits, connaissances et besoins;
- Améliorer les flux financiers pour les activités qui appuient les besoins locaux ainsi que les biens publics globaux comme le stockage du carbone ; et
- Interagir efficacement avec d'autres secteurs comme l'eau et l'agriculture, là où les causes sous-jacentes des problèmes forestiers et leurs solutions sont souvent logées.

Daniela Gomes Pinto et Mario Monzoni de la Fondation Getulio Vargas, qui ont aidé à la coordination du processus de consultation au Brésil, ont rapporté que : « Les brésiliens que nous avons consultés ont dit qu'un partenariat global sur les forêts est nécessaire pour améliorer le profil général des forêts, pour réduire les moteurs de la déforestation, et pour appuyer ceux qui désirent pratiquer la gestion forestière durable. Ce partenariat doit être construit au niveau global mais dirigé au niveau national – un partenariat mondial, pas de la Banque Mondiale » La Banque Mondiale a accueilli favorablement le rapport, qui fait un appel pour que le prochain pas soit la formation d'un « groupe de développement » de dirigeants du développement, de l'environnement et des forêts, essentiellement provenant du Sud, qui peuvent se réunir et contribuer au développement de l'initiative. Ils seraient appuyés par un petit groupe d'institutions internationales progressistes, y compris l'UICN, dans leurs efforts de forger une nouvelle forme de partenariat forestier global.

*vitae*

*vitae*

L'Institut des Ressources Mondiales (WRI pour les sigles en anglais) et le Conseil de Commerce Globale pour le Développement Durable (WBCSD pour les sigles en anglais) ont récemment publié deux guides sur l'approvisionnement durable des produits en bois et à base de papier. Les guides sont élaborés pour aider les clients du secteur public ou privé à développer leurs propres politiques d'approvisionnement, tout en servant d'outil d'information sur les ventes et le marketing pour les fournisseurs. L'objectif final est d'aider à développer le marché durable du bois et des produits à base de papier.

Les guides sont basés sur dix questions, qui englobent par exemple des thèmes de vérification des tiers, utilisation de fibres recyclées, et les impacts sur les communautés locales et/ou les populations indigènes. Les deux documents, *Sustainable Forest Products* and *Sustainable Forest Products*, sont téléchargeables à partir de la page d'Internet [www.SustainableForestProds.org](http://www.SustainableForestProds.org).